



Harriet Friedmann

Diversité des agricultures familiales Exister, se transformer, devenir

Éditions Quæ

Entre firmes et exploitations patronales, de petites plantations familiales éphémères en Indonésie

Stéphanie Barral

Éditeur : Éditions Quæ
Lieu d'édition : Éditions Quæ
Année d'édition : 2014
Date de mise en ligne : 26 février 2021
Collection : Nature et société
EAN électronique : 9782759230235



<http://books.openedition.org>

Référence électronique

BARRAL, Stéphanie. *Entre firmes et exploitations patronales, de petites plantations familiales éphémères en Indonésie* In : *Diversité des agricultures familiales : Exister, se transformer, devenir* [en ligne]. Versailles : Éditions Quæ, 2014 (généré le 10 juin 2021). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/quæ/29630>>. ISBN : 9782759230235.

ENTRE FIRMES ET EXPLOITATIONS PATRONALES, DE PETITES PLANTATIONS FAMILIALES ÉPHÉMÈRES EN INDONÉSIE

Stéphanie Barral

Les petites plantations familiales de palmier à huile n'ont émergé en Indonésie qu'à partir des années 1970, environ soixante ans après l'introduction de cette culture dans le pays par des compagnies de plantation occidentales. C'est pourquoi comprendre cette forme d'agriculture nécessite un retour sur l'histoire des grandes plantations indonésiennes, auxquelles ce chapitre montre que les petites plantations indépendantes peuvent être intimement liées.

Le modèle de la grande plantation coloniale est importé en Asie au XIX^e siècle. Dans les Indes néerlandaises qui préfigurent l'Indonésie contemporaine, la loi agraire de 1870, qui autorise les investissements privés dans l'agriculture, est le moteur de l'expansion de grandes plantations dans la *cuulturegebeid*, bande côtière colonisée par des planteurs européens et américains au nord de l'île de Sumatra. Ce n'est qu'en 1911 que le palmier à huile est introduit dans la colonie (Pelzer, 1978) et, jusque dans les années 1970, la production d'huile de palme reste confinée à cette *cuulturegebeid*.

Le développement des grandes plantations est intimement lié à l'organisation de mouvements de travailleurs : le recours aux migrations, organisées ou non, est un invariant de ce modèle de production implanté dans des régions peu peuplées où l'accès à la main-d'œuvre est un facteur limitant. Outre les aspects démographiques, cette pratique est fondée sur la considération qu'il est plus facile d'organiser le gouvernement des hommes en les transplantant dans un environnement inconnu (Bremen, 1990).

Pendant le premier siècle de développement des grandes plantations dans le nord de Sumatra, le déplacement de centaines de milliers de Javanais a été organisé par les compagnies de plantation pour pourvoir leurs besoins en

travail. Le contrôle du travail et de la vie privée était resserré et ne laissait que peu de place aux libertés individuelles. Jusqu'en 1979, toute initiative entrepreneuriale était refusée aux familles ouvrières pour qui il était donc interdit d'investir dans une petite activité productive ou commerciale afin de compléter leur salaire. Cette année-là, une réforme du régime des retraites a entraîné un changement majeur par rapport à cela, duquel découle la forme d'agriculture familiale présentée ici : alors qu'auparavant les ouvriers en âge de la retraite étaient pris en charge par les compagnies (logement et allocation financière mensuelle), le nouveau système, fondé sur le recours à un fonds de pension, est venu bouleverser ces pratiques. Dès lors, les ouvriers à la retraite, pour se voir verser l'ensemble des cotisations accumulées pendant leur vie active, doivent quitter la maison de plantation qu'ils habitent. Ceci implique l'achat d'une parcelle de terre et la construction d'un logement, pour lesquels l'allocation retraite est insuffisante. Les carrières des ouvriers de plantation sont donc maintenant marquées par la nécessité d'épargner et d'investir en prévision de leurs vieux jours, et ce d'autant plus qu'ils doivent aussi prendre des mesures pour se constituer un revenu régulier après leur période de vie active. Ce qui apparaît ici comme un démantèlement du système des retraites marque les trajectoires des familles ouvrières d'une vie au jour le jour au développement d'une vision stratégique anticipatrice du futur (Barral, 2012).

Pour y parvenir, les aspirations des ouvriers s'orientent vers l'accès à la propriété foncière. À la manière des analyses de Robert Castel en France avant l'émergence du régime de protection sociale à visée universelle (Castel, 1995), la propriété privée est la stratégie principale de constitution d'une sécurité individuelle.

En Indonésie, la décennie des années 1970 n'est pas seulement celle de la réforme du régime des retraites. Elle est aussi marquée par la volonté politique du gouvernement en place (celui du général Suharto, 1966-1998) de renforcer économiquement le pays par le développement des exportations. En matière d'agriculture, la production d'huile de palme est privilégiée ; pendant la première décennie, ce sont des grandes plantations étatiques qui sont mises en place. Ensuite, au vu de leurs maigres performances, ce sont les compagnies privées qui les remplacent pour le développement de grandes plantations, à partir des années 1980.

La recherche de doctorat sur laquelle est fondé ce chapitre montre comment les ouvriers de ces grandes plantations, mises en place à partir des années 1980 dans des régions forestières, accèdent à la propriété foncière après quelques années de travail. Les terres ainsi mises en valeur sont principalement dédiées à la production d'huile de palme (mais aussi dans certains cas à la culture de l'hévéa) et les ouvriers agricoles deviennent *via* le salariat de petits planteurs indépendants. Cumuler salaire et revenu de la terre leur permet d'augmenter progressivement le nombre d'hectares à leur actif. Rapidement, ils contractualisent des ouvriers agricoles pour

effectuer l'ensemble des opérations techniques. Le caractère familial de ces exploitations n'est donc que ponctuel : si l'agriculture de firme permet le développement d'un front de petites plantations familiales, celles-ci revêtent après quelques années une forme patronale dont les mécanismes d'évolution sont analysés ici.

Il n'existe pas d'étude quantitative renseignant sur le poids démographique de ces petits planteurs, et la spécificité de ces exploitations, dont l'existence est limitée à quelques années, complique l'estimation de leur nombre ou des surfaces qu'elles représentent. Il est cependant possible d'effectuer un calcul approximatif du nombre d'ouvriers agricoles permanents employés dans les grandes plantations de palmier à huile en Indonésie.

Depuis les années 1980 et jusqu'à aujourd'hui encore, les surfaces de grandes plantations privées de palmier à huile ne cessent de croître, avec le soutien du gouvernement indonésien qui favorise l'accès aux terres vierges pour les compagnies. L'île de Sumatra est la principale cible dans les années 1980, associée à celle de Kalimantan à partir des années 1990 et de l'ensemble des îles couvertes de forêts à partir des années 2000 (la Papouasie, ou Irian Jaya, en étant la représentante principale). Les statistiques indonésiennes de 2012 dénombrent plus de cinq millions d'hectares de palmier à huile cultivés dans des grandes plantations (BPS, 2012). En considérant qu'une grande plantation embauche environ un ouvrier-récolteur pour dix hectares de plantations¹, il est possible d'estimer le nombre d'ouvriers agricoles permanents dans les plantations récentes de palmier en Indonésie à un demi-million de personnes.

Ce chapitre montre en deux temps comme ces ouvriers deviennent d'abord des ouvriers pluriactifs, propriétaires fonciers et planteurs indépendants, puis, dans un deuxième temps, comment les exploitations familiales se muent en exploitations patronales.

LES OUVRIERS-EXPLOITANTS DES PLANTATIONS DE PALMIER À HUILE

Les agricultures présentées ici, qu'il s'agisse des grandes plantations privées ou des formes familiales et patronales des petites plantations, sont des agricultures de front pionnier. Elles sont mises en place dans des régions où habitent des chasseurs-cueilleurs ou des populations pratiquant une agriculture itinérante sur brûlis, donc sur un précédent forestier, sur une jachère et, dans une moindre mesure, sur des terres de tourbière. Ainsi, le processus analysé s'entend au regard des principales caractéristiques des fronts pionniers : abondance des terres disponibles pour la mise en valeur agricole,

1. Ce calcul reste approximatif : il ne prend pas en compte le fait que sur l'ensemble des terres converties une partie est dédiée aux infrastructures : logements, bureaux mais aussi usines de transformation, qui elles aussi sont le lieu de travail d'ouvriers permanents.

fort degré d'attractivité de la région, flux de migration positif associé et faible mise en application des législations foncières en lien avec la présence limitée des autorités publiques localement qui permet l'accès au foncier par négociations directes avec les populations locales. La présence de firmes agricoles est le second facteur explicatif de ces agricultures.

DES SYSTÈMES DE PLURIACTIVITÉ FONDÉS SUR LA CELLULE FAMILIALE

L'unité familiale des petits planteurs indépendants est modelée par les politiques sociales et paternalistes² des firmes et apparaît fortement stéréotypée : elle comprend le père, ouvrier permanent d'une plantation, récolteur de régimes ou ouvrier d'usine, sa femme et un à trois enfants. Ils sont propriétaires d'une ou plusieurs parcelles d'une superficie inférieure ou égale à quatre hectares sur laquelle ils exploitent uniquement du palmier à huile.

La marque apposée par les compagnies sur l'organisation de la cellule familiale ouvrière est ancienne. Depuis les années 1930, les dirigeants organisent non plus la migration de jeunes travailleurs célibataires, mais celle de jeunes couples avec ou sans enfants, pour favoriser l'équilibre social dans les plantations (Stoler, 1985). Les hommes bénéficient du statut d'ouvrier permanent et perçoivent des aides en nature destinées à l'ensemble de leur famille. Cependant, les compagnies se font le relais de la politique de limitation des naissances définie et mise en place par le gouvernement dès 1968 (Blayo, 1984), en limitant les protections sociales paternalistes dont bénéficient les familles ouvrières aux trois premiers enfants. Les logements prévus pour les familles comprennent deux chambres ; la gratuité de l'éducation ou encore des soins médicaux est réservée aux trois premiers enfants ; les rations de riz qui composent le salaire sont proportionnelles à la taille de la famille dans la limite de cinq personnes. Associé à cela, les compagnies financent et hébergent des polycliniques qui facilitent l'accès à la contraception.

Les unités de production correspondent à cette échelle familiale, pour laquelle la pluriactivité est plus ou moins développée. Le niveau minimal en est le couplage simple entre salariat agricole et création et exploitation d'une plantation de palmier. Les familles ouvrières peuvent aussi s'investir dans d'autres activités économiques. Les petits commerces tenus au sein des habitations de plantation en sont la forme la plus répandue : épicerie principalement, mais aussi salon de coiffure ou de couture, stand de réparation et de nettoyage de motos, fabrication artisanale de balais à partir des feuilles de palmier ou encore location de consoles vidéo. Les femmes

2. Le terme « paternaliste » est employé ici selon une définition non normative qui caractérise la présence de protections privées, fournies par les firmes, et qui s'expriment directement dans la vie privée des ouvriers : paiement d'une partie du salaire en nature (riz), fourniture d'un logement, de soins médicaux, d'allocations pour l'éducation des enfants, de lieux de culte et de terrains de sport.

peuvent aussi travailler en tant qu'ouvrières intérimaires (payées à la journée et non au mois contrairement à leurs époux) pour compléter le revenu et faciliter l'épargne qui mène à la propriété foncière. Si la gestion de la plantation individuelle est le fait du chef de famille, l'ensemble des membres de la famille en âge de le faire est impliqué dans le fonctionnement des activités non agricoles. Par exemple, il arrive souvent de voir des enfants tenir l'épicerie familiale à la sortie du collège.

ACCESSION À LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE ET EXPLOITATION DU PALMIER À HUILE

Les familles ouvrières connaissent des trajectoires d'ascension sociale forte par l'accession à la propriété foncière. Migrants ayant quitté leur village d'origine pour le travail salarié en plantation, leur objectif premier, en arrivant dans les plantations, est d'épargner pour rentrer au village après quelques années de travail, afin d'investir le fruit de leur épargne dans une activité agricole ou commerciale. Au fur et à mesure que se développe ce processus d'accès à la propriété foncière et que circule l'information à ce sujet, les nouveaux migrants arrivent avec le projet d'installation à plus long terme que les primo arrivants.

Les grandes plantations dans lesquelles les migrants sont recrutés sont situées dans des zones de forêt où vivent déjà des populations pratiquant une agriculture itinérante. Ces dernières sont généralement faiblement intégrées à l'économie de marché et à la société de consommation du pays. Les réactions de ces populations face à l'arrivée d'une plantation sont diverses : bien que les plus documentées et médiatisées soient centrées sur les conflits et négociations opposants habitants des forêts (*via* des ONG notamment) et dirigeants de plantation (voir Potter, 2008), il arrive aussi que les populations participent à l'entreprise capitaliste *via* le travail salarié permanent ou temporaire, ou encore qu'elles fuient les régions d'installation pour d'autres zones plus reculées (sources : entretiens de l'auteur). Dans ces deux cas, des échanges fonciers se mettent en place entre les populations locales et les migrants, en périphérie des plantations capitalistes.

Lors de l'enquête sur laquelle est fondée cette analyse, il est apparu que le marché foncier qui se crée alors ne présente pas la même fluidité dans toutes les régions étudiées. Dans le cas le plus prononcé, les populations locales n'avaient initialement pas conscience de la valeur marchande potentielle de leurs terres et les migrants, d'origine javanaise, étaient effrayés par les esprits des forêts. Les premiers échanges, timides, ont eu lieu sur le mode du troc ; quelques hectares contre une radio, puis contre une télé, puis contre une moto. Puis, plus tard, contre un mois de salaire. Ainsi émerge et se développe un marché foncier sur un pas de temps de deux à trois ans après l'arrivée des migrants venus travailler dans les plantations. Dans d'autres cas, les échanges ne sont pas aussi simples ; ils mettaient en évidence des situations où certains représentants de la coutume locale s'opposaient à

la cession des terres aux étrangers ou encore ne l'acceptaient que dans le cas de mariages. Ceci n'était jamais respecté *stricto sensu* et, dans toutes les situations étudiées, le processus d'accession foncière sur lequel repose cette agriculture familiale de plantation était à l'œuvre. Certains membres des communautés forestières investissent eux aussi dans des plantations de palmier à huile *via* de l'épargne salariale, mais ils sont bien moins nombreux que les migrants. Ceci tient à deux raisons : les populations locales ne sont pas nombreuses et ne sont pas socialisées au travail salarié, donc moins enclines à s'engager dans le capitalisme de plantation.

Si les échanges de terre apparaissent facilement négociables pour le lecteur européen, ceci tient au fait que les législations foncières présentent un faible degré d'application en Indonésie. La tentative éphémère de création d'un Bureau de l'utilisation du sol (BPN, Badan Pertanahan Nasional) en 1947 en vue de réguler le développement régional et les échanges fonciers sur les îles extérieures a été un échec (Durand, 1994). D'autres lois sont votées plus tard, notamment le Peraturan Dasar Pokok-Pokok Agraria de 1960 qui vise à répartir les terres entre patrimoine privé et propriété de l'État et les lois de 1996 qui définissent précisément les droits fonciers (Levang et Buyse, 2007), mais la Banque mondiale affirme l'inefficacité du gouvernement indonésien à les appliquer : dans la fin des années 1990, seuls 17 millions de titres de propriété avaient été déclarés, sur un total de 55 millions de parcelles dans le pays (Heryany et Grant, 2004). Un autre rapport de 2011 confirme cette inefficacité, précisant que le secteur foncier est l'un des plus mal géré en Indonésie, et ce notamment du fait de l'incapacité des gouvernements locaux à appliquer les mesures qui découlent de leurs fonctions (World Bank, 2011a). Les enquêtes menées dans trois plantations montrent effectivement que les échanges fonciers entre populations locales et migrants ne sont pas médiatisés par des instances régulatrices publiques ; seul le conseil de la coutume locale apparaît parfois comme un tiers intervenant dans la régulation du foncier.

La propriété foncière n'est cependant qu'une première étape dans le développement de petites plantations individuelles. L'épargne salariale des familles ouvrières est d'abord utilisée pour acheter des terres et ensuite mobilisée pour défricher les parcelles acquises, et planter des palmiers (la forme des systèmes d'épargne est analysée dans la section suivante). La ressource que sont les semences de palmier à huile est, avec le foncier, un élément central de ces systèmes. Alors que les grandes plantations ont accès à des semences issues de variétés clonales sélectionnées, les possibilités et choix des ouvriers sont autres : leur connaissance du lien entre type de semence et performances agronomiques est souvent partielle ou, quand elle ne l'est pas, leur capacité financière à acquérir des semences sélectionnées peut être un facteur limitant. En général, les ouvriers permanents sont recrutés après l'installation des plantations (qui est réalisée à l'aide d'ouvriers temporaires, souvent des locaux qui sont habitués au travail en

forêt) et n'assistent donc pas aux premières opérations de semis. En ce sens, ils n'ont généralement pas conscience que les semences ont une origine particulière. Cependant, ces aspects d'accès à la semence sont peu connus et nécessitent des recherches complémentaires.

Les opérations techniques de la culture du palmier à huile peuvent être limitées à un minimum : désherbage, récolte et livraison des régimes. Certains petits planteurs pratiquent des épandages d'engrais chimiques, bien que les premières années de production soient généralement dédiées à l'épargne en prévision d'une accumulation foncière plus importante. La connaissance des besoins de la plante étant limitée chez les ouvriers, les utilisations d'engrais sont irrégulières dans le temps, ce qui nuit à la production. Il n'existe pas de formes de mécanisation de la culture hormis l'épandage par hélicoptère qui est exclusivement le fait des grandes plantations.

Les régimes de palmier doivent être pressés rapidement après récolte (jusqu'à 48 h). Les ouvriers-planteurs livrent leur production à l'usine de la compagnie qui les emploie quand celle-ci est preneuse de régimes de moindre qualité ou à des « usines sans terre » qui appartiennent à des investisseurs spécialisés dans la première pression des régimes.

La gestion technique de la plantation relève de l'autorité du chef de famille. Sa connaissance de la culture du palmier et des réseaux de commercialisation découle de son statut de salarié permanent dans une grande plantation.

La trajectoire d'ascension sociale analysée ici concerne les ouvriers permanents, qui sont soit récolteurs soit ouvriers d'usine. L'enquête de terrain montre une grande homogénéité dans leurs parcours et une évolution des profils en fonction du temps (plus un ouvrier est recruté longtemps après la mise en place de la plantation, plus il doit épargner longtemps pour acheter de la terre). La grande ressemblance des trajectoires des premiers ouvriers s'explique par la grande homogénéité des profils des recrutés pendant les premières années de production (jeunes hommes, mariés, avec éventuellement des enfants en bas âge et dans une situation économique précaire) et par la disponibilité foncière. Ainsi, la première génération d'ouvrier accède très rapidement à la propriété foncière, alors que les ouvriers recrutés plus tard doivent épargner plus longtemps pour devenir exploitants.

STRATÉGIES D'ÉPARGNE COLLECTIVE AU SEIN DES COMMUNAUTÉS OUVRIÈRES

La pluriactivité et la disponibilité foncière ne sont pas les seuls éléments sur lesquels repose l'émergence de cette agriculture familiale. L'appartenance à une communauté ouvrière est aussi centrale dans les dynamiques observées, car elle structure l'insertion dans des réseaux d'épargne collective qui facilitent l'investissement foncier.

Le stade familial des plantations indépendantes observées ici correspond aux premières années d'épargne et d'accumulation des familles ouvrières.

Pendant cette période, l'épargne est réalisée de manière collective, alors que nous verrons dans la partie suivante comment ces pratiques collectives évoluent en pratiques individuelles dans les plantations patronales. Les stratégies économiques des ouvriers reposent ainsi sur la constitution d'organisations informelles, fondées sur un principe de réciprocité et donc non capitalistes, dont la prise en compte dans l'analyse s'avère indispensable pour comprendre l'existence d'une agriculture familiale.

L'épargne collective est principalement organisée selon des « groupements rotatifs d'épargne et de crédit » (Rocheteau et Chen, 2001), plus connus sous l'appellation générique de « tontine ». Les deux formes les plus répandues sont les groupes de *arisan* et *tarian* dont les mécanismes sont très similaires. Les activités de *tarian* et de *arisan* sont menées par les femmes et rythmées par la distribution du salaire deux fois par mois. Les femmes des ouvriers se regroupent après la paie, par groupes d'une trentaine. Elles mettent en commun une cotisation financière du montant qu'elles souhaitent. Cette cotisation peut atteindre 20 % du salaire de leurs maris et s'élève généralement à 10 % du salaire. La présidente du *tarian*, du groupe d'épargne, note le montant de la cotisation de chacune. Tour à tour, chaque femme remporte l'ensemble des cotisations. Le cahier permet de savoir de combien chacune a participé, assurant ainsi la réciprocité exacte des échanges : si A a participé à l'enveloppe de B d'une cotisation de 200 000 IDR (roupies indonésiennes), B versera de même 200 000 IDR lorsque viendra le tour de A. Le roulement de ces groupes est de deux à trois ans, en fonction du nombre de personnes participant, et chaque famille reçoit l'équivalent de trois à cinq mois de salaire. Dans les premières années de développement de l'agriculture familiale en périphérie des grandes plantations, cette somme est largement suffisante pour acheter une parcelle de deux hectares, la défricher et la planter.

L'exploitation de petites plantations indépendantes apparaît donc intimement liée au statut d'ouvrier agricole du père de famille, mais aussi au rôle de la mère dans l'épargne et parfois dans la mise en œuvre d'une pluriactivité plus étendue. Le capital naturel (disponibilité du foncier), financier (épargne sur salaire) et social (insertion dans la firme et dans les systèmes d'épargne collective de la communauté ouvrière) est structurant dans les trajectoires de ces familles. Le capitalisme de plantation stimule l'émergence d'institutions non capitalistes qui conjointement sous-tendent les trajectoires des familles ouvrières. Leur analyse apparaît donc indispensable pour comprendre comment se combinent les systèmes d'activités mais aussi comment ces combinaisons évoluent. En effet, la capitalisation croissante des familles est associée à une minimisation du recours au capital social et une individualisation des pratiques d'épargne. Le passage d'une agriculture familiale à une agriculture patronale marque alors l'émergence de nouvelles stratégies des familles, illustrant comment la manière de mobiliser les capitaux articule la forme de l'exploitation agricole.

TRANSFORMATION RAPIDE DU CARACTÈRE FAMILIAL EN CARACTÈRE PATRONAL

Après quelques années de capitalisation, les ouvriers substituent une gestion par le salariat à la gestion familiale qui prévalait initialement lors de la plantation. Le nombre d'années pendant lequel la gestion familiale prime est spécifique de chaque région et grande plantation, et dépend de la dynamique de front pionnier : les montants de l'épargne salariale (qui dépendent des montants des salaires), la colonisation progressive des terres forestières et l'intensité des flux de migration qui alimentent les dynamiques pionnières déterminent les prix du foncier et du travail agricole. Dans les plantations étudiées, les ouvriers effectuent le travail pendant les trois années de non-production. Après une ou deux années de production, certains commencent à avoir recours à de la main-d'œuvre salariée ; d'autres privilégient l'épargne pour augmenter leur capital foncier. Au-delà de quatre hectares exploités, des travailleurs temporaires sont systématiquement embauchés.

L'analyse de cette évolution est ici présentée en trois points. Une première partie traite les aspects techniques et économiques sous-tendant ce phénomène. Une deuxième partie opère un lien entre les considérations économiques et le fonctionnement du marché du travail dans les fronts pionniers. Enfin, la troisième partie s'attache à caractériser les changements en termes de structuration du lien social au sein de la communauté ouvrière qui découlent de cette évolution.

LES PERFORMANCES ÉCONOMIQUES AUTORISENT RAPIDEMENT UN RECOURS AU SALARIAT

Rist *et al.* (2010) montrent comment les performances économiques de la culture du palmier supplantent celles des autres alternatives qui s'offrent à un propriétaire foncier. Retenons la comparaison entre le palmier et l'hévéa qui correspond à la situation des ouvriers de plantation. La productivité de la terre est presque le double pour le palmier (2 850 contre 1 550 \$/ha par an), de même que pour la productivité du travail (48 contre 30 \$/jour de travail).

Si ces chiffres éclairent l'engouement des ouvriers pour la culture du palmier, ils nécessitent d'être complétés par d'autres données pour comprendre l'évolution observée. Contrairement à la culture de l'hévéa qui implique une présence quotidienne dans les parcelles pour les saignées, le travail dans les plantations de palmier peut être concentré sur quelques jours par mois. En effet, le palmier à huile est une culture très peu intensive en travail et l'itinéraire technique peut être réduit à un minimum : récolte et désherbage, ce qui implique environ cinq jours de travail par mois et par hectare.

De plus, la forte productivité de la terre autorise le recours à de la main-d'œuvre salariée : l'enquête montre que la rémunération salariale d'une journée de travail équivaut, dans une estimation haute, à environ 10 % de la

productivité du travail. Ceci signifie que, dans les petites plantations indépendantes patronales, sur 48 \$ créés par journée de travail, moins de 5 \$ sont alloués à la rémunération des ouvriers.

Ceci explique d'un point de vue économique l'évolution des exploitations familiales vers des formes patronales. En effet, les exploitations familiales sont très rentables et permettent rapidement de nouveaux investissements productifs. Les ouvriers, qui travaillent eux-mêmes 48 h par semaine dans une grande plantation, cherchent rapidement à se soulager de la charge de travail de leur propre plantation. Les bénéfices qu'ils dégagent de leurs plantations sont ensuite investis dans l'agrandissement de leur exploitation³, dans la mise en œuvre d'autres activités économiques (achat-vente de régimes de palmier, ouverture d'un commerce, etc.) ou encore dans le capital humain de la famille (études universitaires pour les enfants).

La possibilité de se dégager de la charge de travail dans leur plantation et donc de transformation de l'exploitation familiale en exploitation patronale renvoie à une structuration particulière du marché du travail, propre aux fronts pionniers, ainsi qu'à des changements dans l'expression du lien social au sein des communautés ouvrières.

ABONDANCE DE TRAVAILLEURS DISPONIBLES DANS UN CONTEXTE DE FRONT PIONNIER

Dans un contexte de colonisation foncière, les mouvements de migration, spontanés ou organisés, alimentent le marché du travail localement et donnent la possibilité aux ouvriers de grande plantation de contractualiser à leur tour des ouvriers pour effectuer le travail dans leur propre plantation. Il ne s'agit pas clairement d'un recours à des travailleurs permanents, parce que la charge de travail n'est souvent pas suffisante pour cela, mais plutôt des travailleurs temporaires payés à la journée. Le caractère patronal de ces exploitations ne réside donc pas dans le recours à des ouvriers permanents, mais à l'embauche régulière de travailleurs temporaires pour réaliser l'intégralité du travail au champ. On est ainsi dans un cas d'exploitation patronale sans recours à du salariat permanent, mais il y a recours structurel à une main-d'œuvre externe à la famille.

L'absence de formalisation juridique des relations de travail dans les petites entreprises ou exploitations en Indonésie a des conséquences directes sur le montant des salaires des ouvriers temporaires. Dans les fronts pionniers en voie de colonisation agricole, les besoins en main-d'œuvre augmentent régulièrement et les vagues de migrations ne sont pas toujours suffisantes pour les combler. Le déséquilibre entre l'offre et la demande en travail entraîne la valorisation des salaires comparativement au minimum provincial. De plus, dans un contexte où les compagnies créent des emplois régulièrement, les

3. Au cours de l'enquête menée auprès d'ouvriers de plantation, un des ouvriers rencontré exploitait une cinquantaine d'hectares.

petits exploitants doivent se montrer compétitifs alors qu'ils ne fournissent aucune protection en sus du salaire. Les coûts de production supplémentaires liés au salariat sont donc déterminés par le marché du travail et donc, indirectement, la possibilité d'une exploitation familiale d'évoluer vers une forme patronale aussi. Dans les exploitations familiales, le travail repose sur un capital humain particulier. Le père de famille travaille dans une grande plantation, en tire un salaire, l'investit dans une parcelle sur laquelle il effectue ensuite les opérations techniques et la récolte en constitue l'élément central. La femme de l'ouvrier joue elle aussi un rôle déterminant dans l'exploitation puisque c'est elle qui rassemble l'épargne nécessaire pour investir. Dans les exploitations patronales, le capital humain est resserré sur la figure du père de famille. Il est en charge de mobiliser des ouvriers (et cette capacité dépend de son capital social), alors que la place de l'épargne décroît, ainsi que le rôle de la femme dans la gestion de l'exploitation.

Si le marché du travail est un facteur explicatif de la formation des salaires et du développement du salariat dans les petites exploitations, les relations de travail ne sont cependant pas entièrement marchandisées. Les embauches se font *via* des réseaux de connaissance et de solidarité, notamment au sein de la communauté ouvrière. Ceci entraîne des changements importants dans sa structuration.

RECOMPOSITION DU LIEN SOCIAL VERS UN INDIVIDUALISME CROISSANT

Dans les grandes plantations, les ouvriers ne sont pas tous recrutés en même temps et les familles connaissent des trajectoires d'accumulation qui diffèrent les unes aux autres. Dans les plantations se côtoient des ouvriers possédant une dizaine d'hectares et une voiture personnelle, et d'autres n'ayant encore d'autre source de revenu que leur salaire de récolteur. L'homogénéité sociale caractérisant la phase initiale de constitution de la communauté ouvrière, lors des premiers temps de mise en place d'une plantation, fait progressivement place à une différenciation économique des revenus des familles et donc à une hétérogénéité économique. Cette grande disparité de patrimoine a des conséquences sur la structuration du tissu social. Des recompositions de l'ordre social se font à partir de cela.

Après quelques années d'épargne réalisée sous forme collective et suite à l'augmentation de leur revenu résultant de leurs premiers investissements, les pratiques d'épargne des ouvriers changent. L'épargne collective est relayée voire supplantée par des pratiques plus individuelles : les familles ouvrières épargnent *via* le système bancaire ou *via* la coopérative d'épargne et de crédit des compagnies quand elles en possèdent une. Des groupes d'épargne collective subsistent, mais ils sont alors redéfinis autour de groupes de familles ouvrières au patrimoine équivalent.

L'entraide devient limitée et les services sont progressivement marchandisés. L'hétérogénéité économique entraîne une hétérogénéité sociale qui

se structure autour de nouvelles relations sociales. Alors, les familles au patrimoine foncier plus important recrutent les ouvriers dont le niveau d'accumulation est plus limité, pour qu'ils viennent effectuer le travail dans leur plantation pendant les heures libres. Pour les nouveaux migrants travaillant pour une compagnie, l'intérêt que présente cette double activité est le suivant : ils bénéficient d'un statut d'ouvrier et ils augmentent leurs revenus par une seconde activité rémunératrice. Ainsi ils peuvent épargner et acquérir du foncier plus rapidement.

CONCLUSION

Le cas des ouvriers de plantation présenté ici permet d'opérer un lien entre agriculture de firme, agriculture familiale et agriculture patronale dans une dimension de complémentarité. De l'agriculture de firme émerge une agriculture familiale qui rapidement adopte un fonctionnement patronal. Ce fonctionnement patronal participe ensuite lui aussi à l'émergence de l'agriculture familiale. La figure 8.1 schématise l'organisation spatiale de ce modèle de développement de l'agriculture.

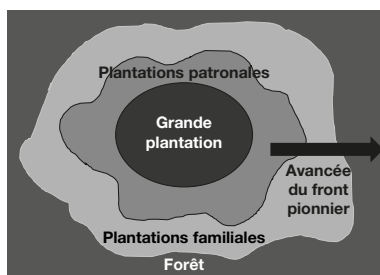


Figure 8.1. Schéma de front pionnier.

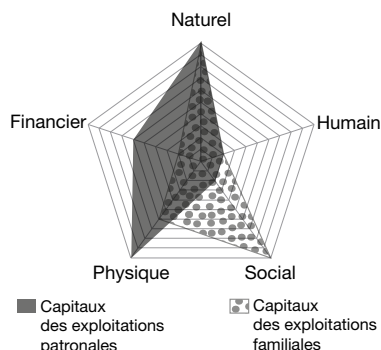


Figure 8.2. Capitaux des exploitations familiales et patronales.

Les capitaux sur lesquels reposent ces systèmes sont majoritairement des capitaux naturels (accessibilité du foncier) et social (recours au groupe social pour épargner puis pour réaliser le travail). La question de leur durabilité se pose essentiellement selon deux points. D'une part, l'équilibre de ce système repose sur la disposition d'une rente-forêt. La consommation de la ressource va nécessairement entraîner des changements majeurs dans l'expression de la sécurité économique des familles et, par voie de conséquence, dans celle du rapport de force engagé avec les dirigeants des compagnies de plantation. L'équilibre du système repose aussi sur l'existence d'une « armée de réserve », c'est-à-dire d'une main-d'œuvre pauvre disposée à migrer pour participer à l'économie de la grande et/ou petite plantation. D'autre part,

l'analyse montre que les fronts pionniers sur lesquels sont mises en place des grandes plantations sont essentiellement mis en valeur par la culture du palmier à huile. La durabilité économique et environnementale, et par voie de conséquence sociale, relevant de la monoculture est donc une question dont la pertinence n'est plus à argumenter.

Le cadre méthodologique des *Sustainable Rural Livelihood* permet ici une analyse des trajectoires des familles ouvrières dans les grandes plantations de palmier à huile en Indonésie selon un ensemble de dimensions (sociale, économique, politique, technique) qui en illustre la complexité et l'évolution dans le temps. Si le lien entre économie domestique et unité de production est bien présent dans le cadre, le lien entre économie domestique et autres formes de production mérite d'être appuyé : le cas traité ici montre bien comment les salaires et les revenus de la terre des ouvriers dépendent des compagnies de plantation (montant des salaires, achat de la production des petits planteurs) qui sont un relais des prix de l'huile de palme sur les marchés internationaux. En d'autres termes, parce que la mobilisation de ce cadre impose une réflexion à la fois sur les institutions, les systèmes d'activités, les stratégies et les capitaux qui les sous-tendent, il permet de développer des réflexions qui conjuguent le micro-niveau des stratégies, le méso-niveau des institutions locales telles qu'ici le marché de la terre et le marché du travail, et enfin le macro-niveau des régulations étatiques (voire supra-étatiques). La question du capital « temps » semble cependant moins établie que celle des autres capitaux. L'exemple du front pionnier est parlant pour cela, en ce sens que la date d'arrivée des familles est déterminante puisqu'elles intègrent alors un environnement défini par un prix du foncier, un niveau de terres à coloniser etc. et que cela change progressivement. Si deux migrants arrivant à quelques années d'écart vont connaître les mêmes trajectoires, celles-ci n'auront certainement pas le même rythme d'exécution, sans que le cadre SLR ne propose les outils pour le mettre explicitement en avant.

La représentation graphique de l'évolution des différents capitaux (figure 8.2) montre un déplacement vers une plus grande diversité et une répartition plus large. Ceci ne doit cependant pas masquer les questionnements sur la durabilité des systèmes d'exploitation : si chaque exploitation renforce progressivement son assise financière, l'ensemble du bassin de production est marqué par la monoculture de palmier, ce qui lui confère une vulnérabilité d'un point de vue biologique et économique.

